

AUX FAMILLES LABORIEUSES.

UNION AGRICOLE

COLONIE SAINT-CHARLES

PRÈS DE SANTA-FÉ

(République Argentine, Amérique du Sud)

*par*

*Maurice Robatel, fils*



GENÈVE

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE VANEY, CROIX-D'OR, 24.

1860





AUX FAMILLES LABORIEUSES.

---

UNION AGRICOLE

---

# COLONIE SAINT-CHARLES

PRÈS DE SANTA-FÉ

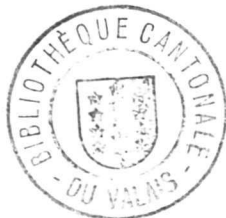
( République Argentine , Amérique du Sud )



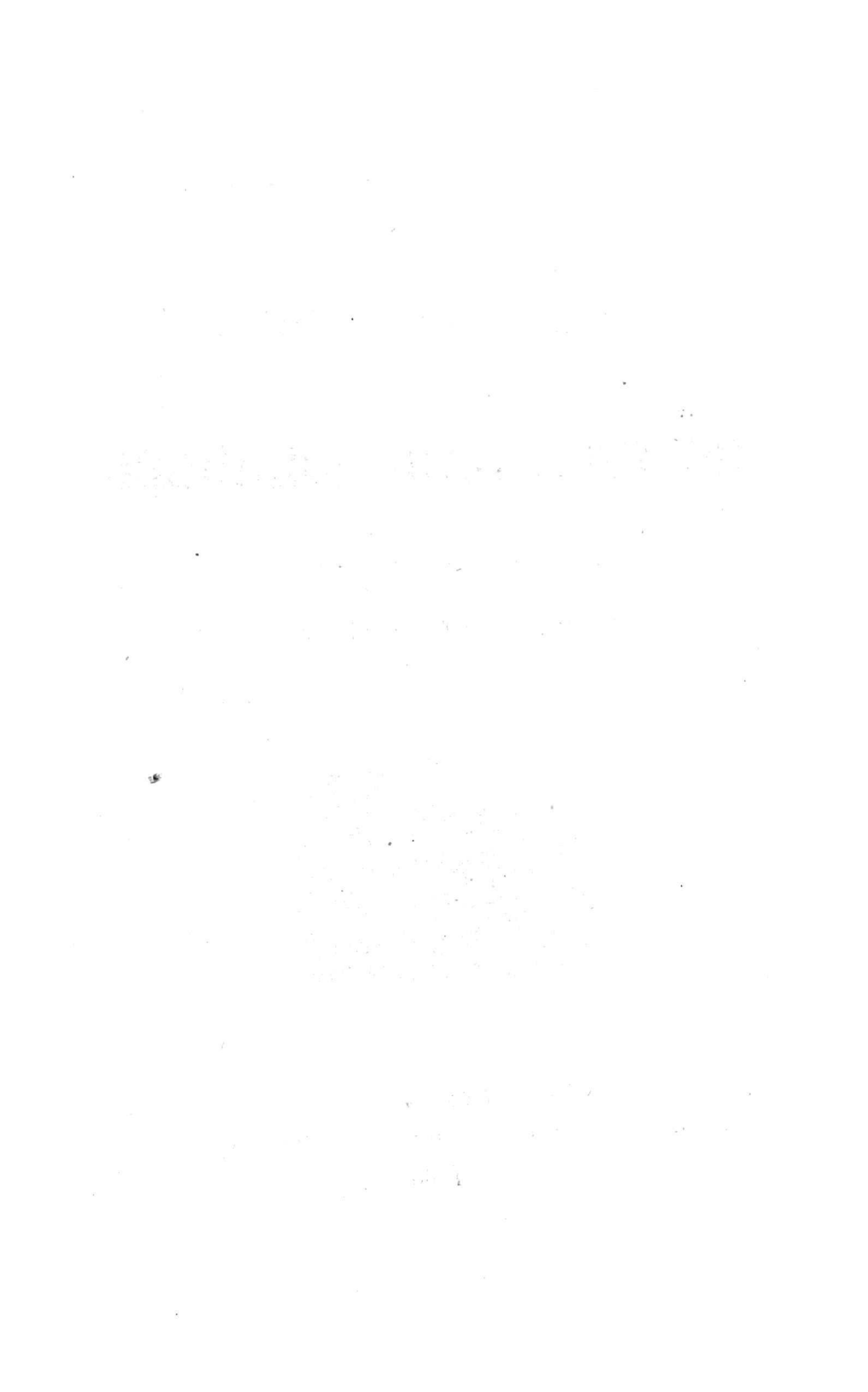
GENÈVE

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE VANEY, CROIX-D'OR, 24.

1860



PA941



AUX FAMILLES LABORIEUSES.

---

UNION AGRICOLE

---

# COLONIE S<sup>T</sup>-CHARLES

Près de SANTA-FÉ

(République Argentine, Amérique du Sud).

---

Dès la naissance de notre colonie et la publication de notre brochure du 1<sup>er</sup> mars 1860, indiquant les bases principales de nos opérations agricoles, sur les terres que nous possédons à St-Charles, près de Santa-Fé, dans l'Amérique du Sud, nous nous sommes rendus sur les lieux pour examiner par nous-mêmes tous les détails de cette entreprise, recueillir personnellement des renseignements, constater les expériences déjà faites depuis une série d'années par des entreprises analogues.

Nous avons fait cette démarche pour sauvegarder soit les intérêts des émigrants, soit ceux de la Société, pour ne pas compromettre le sort des familles laborieuses qui ne trouvent pas, dans leur pays natal, des moyens suffisants de développements, et afin de fonder pour nos colons, un établissement qui, par une judicieuse combinaison, leur assure la jouissance des principales ressources du pays,

avantage qui n'avait pû être obtenu par les systèmes suivis jusqu'à ce jour.

Notre premier soin a été de nous enquérir auprès des colons établis dans les colonies Esperanza, Las-Couchas et San-Carlos, et particulièrement auprès de nos compatriotes qui se trouvent dans ces trois colonies, de tous les incidents qui ont signalé leur établissement et la marche de leurs travaux.

Tous se déclarent contents de leur nouvelle position ; ils sont enchantés de la salubrité du climat, de la fertilité remarquable du sol, de la bonne qualité des eaux et des pâturages, du rapide accroissement du bétail, du caractère hospitalier des habitants et de la protection efficace que leur ont toujours accordé les autorités.

A côté de ces avantages ils ont eu à se plaindre de l'incertitude des récoltes provenant des fréquentes invasions des sauterelles, des longues sécheresses, des gelées intempestives et surtout de la mésintelligence qui s'introduit entre les familles d'une colonie, *lorsque l'intervention de l'administration fait défaut.*

L'isolement dans lequel se trouvent les colonies Esperanza et Las-Couchas nuit aussi beaucoup à leur développement en les privant de la force et des ressources, résultat du lien commun que des directions bien entendues, sous une bonne administration, pourraient leur procurer.

Notre enquête nous a naturellement conduits à rechercher une combinaison qui, sans préjudicier au développement de l'agriculture, n'abandonne pas le colon aux chances toujours incertaines du produit des récoltes les plus coûteuses, et nous constate que le meilleur moyen d'utiliser les terres

fécondes de l'Amérique du Sud, *La Plata*, doit avoir trois bases :

- 1<sup>o</sup> L'élevé du bétail ;
- 2<sup>o</sup> Utiliser le lait des vaches ;
- 3<sup>o</sup> La culture.

Il faut donc que les colons, sans négliger la culture des céréales et autres plantes sarclées, mettent tous leurs soins à l'élevé du bétail et à la fromagerie, dont le produit est assuré.

Cette dernière branche, quoique parfaitement compatible avec les travaux agricoles, a été entièrement inexploitée jusqu'à ce jour, parce qu'elle est à peu près inaccessible aux efforts isolés des colons ; elle est susceptible, moyennant une organisation convenable, de produire de grands bénéfices.

Nous estimons que les produits d'une fruitière sont tels, que le pot de lait vaudra sans exagération *quarante* cent., ce qui porte le prix de la livre de fromage à 1 fr. 20 c., tandis que le fromage de Gruyère se vend sur toutes les principales places de l'Amérique du Sud 2 fr. à 2 fr. 50 c., et le beurre 1 fr. 50 c. à 2 fr. la livre, qui n'est que de 14 onces.

Santa-Fé est un des meilleurs ports de la rivière *le Parana* et se trouve par la navigation en communication facile avec les grands marchés de l'Amérique du Sud, tels que Rosario, Buenos-Ayres, Montevideo, Rio-Grande, Rio-de-Janeiro, etc., qui présentent, pour tous les produits agricoles, des débouchés considérables et à des prix bien supérieurs à ceux de l'Europe.

Convaincus de l'exactitude de ces faits, nous nous sommes décidés à mettre en pratique ce système combiné, pour procurer, au plus grand profit des familles émigrantes, l'exploitation en commun des terrains que nous avons acquis.

C'est sur ces bases que sont établis nos contrats.

Nous soumettons à nos lecteurs les pièces suivantes :

- 1<sup>o</sup> Un extrait de nos contrats de colonisation ;
- 2<sup>o</sup> Un tableau synoptique indiquant approximativement, pour chaque famille, le produit de la fructière ;
- 3<sup>o</sup> La Constitution qui régit la République argentine ;
- 4<sup>o</sup> La liste des meubles et instruments aratoires nécessaires pour chaque famille ;
- 5<sup>o</sup> Le plan de la colonie de l'Union agricole. Elle est attiguë à la colonie San-Carlos, qui a déjà fait de sensibles progrès et dont le voisinage offre à notre entreprise tout l'appui et toutes les facilités désirables. De plus, la colonie est voisine des villes de Santa-Fé, Cosonda et de la colonie Esperanza.





## EXTRAIT DE NOS CONTRATS.



La Société Maurice ROBATEL fils et C<sup>ie</sup>, établie à St-Charles sous la dénomination de l'*Union agricole*, fournit à chaque famille de colons engagée par elle :

1<sup>o</sup> Une concession de terrain<sup>r</sup> de bonne terre labourable de 20 cuadras carrées; la cuadras contient 22,500 varas carrées, et la varas égale à 86 centimètres.

2<sup>o</sup> Les matériaux nécessaires pour la construction d'une habitation appelée *rancho*.

3<sup>o</sup> Deux paires de bœufs de labour, deux chevaux, deux vaches à lait avec leurs veaux.

4<sup>o</sup> Les premières semences de maïs, mani, patates, pommes de terre, froment, etc., selon le terrain que la famille aura préparé pour les recevoir.

5<sup>o</sup> Les vivres nécessaires jusqu'à la première récolte.

Le prix de la concession de terrain est fixé à 115 piastres, soit 575 francs, payables en trois ou cinq annuités avec l'intérêt à raison du 5 % l'an.

Les autres avances seront remboursables aux mêmes termes, avec l'intérêt au taux courant du pays.

La Société Maurice ROBATEL fils et C<sup>ie</sup> remet en outre à la famille, en compte à demi, dix vaches laitières avec leurs veaux femelles. Le fonds social doit être porté, au moyen du croît, à vingt vaches laitières, confiées à la garde et aux soins de la famille.

Le fonds social doit être toujours maintenu au complet.

La durée de l'association formée avec la famille sera de dix ans.

Le partage de l'augmentation du bétail se fera à la fin de la 4<sup>me</sup>, 7<sup>me</sup> et 10 année.

En règle générale, le bétail partagé sera vendu et l'administration déterminera le nombre de têtes qui pourront être conservées au-delà du premier fonds social.

Les vaches stériles seront remplacées.

Les taureaux seront fournis par l'administration, mais entretenus par les colons.

L'*Union agricole* organisera une fruitière à l'instar de celle de Suisse, pour l'exploitation en commun du lait de toutes les vaches.

Les produits de la fruitière seront partagés par moitié entre la famille et la Société.

A la fin des dix ans, le fonds social sera aussi partagé par moitié entre les deux parties contractantes.

La part revenant à la famille dans l'augmentation du bétail et dans le produit de la fruitière, pendant les trois premières années, sera retenue par l'administration de l'*Union agricole* pour compenser les remboursements à faire par la famille.

A l'expiration des trois ans, il sera établi un décompte, et le solde qui pourrait résulter en sa faveur lui sera délivré.

Dans le cas contraire, la Société continuera encore pendant les deux années suivantes le même système de retenue, sous décompte ultérieur.

Par contre, au bout de ce terme, la famille sera définitivement libérée des remboursements stipulés.

La famille livrera le tiers de ses récoltes à l'administration agricole pendant cinq années consécutives, commençant à la quatrième et finissant à l'expiration de la huitième année de son installation.

La famille cultivera un huitième de sa concession en luzerne, principalement destinée à la nourriture du bétail social. L'administration lui en fournira la graine et en outre un pâturage commun et suffisant pendant toute la durée de l'association.

La famille est tenue de suivre les ordres de l'administration de l'*Union agricole* pour la direction de toutes les cultures et pour les

soins à donner au bétail. Elle s'oblige également à se soumettre aux règlements établis par l'*Union agricole* dans l'intérêt général de la colonie.

La bonne et consciencieuse exécution de la convention ci-dessus assurera à la famille la propriété définitive et absolue de sa concession avec tout ce qu'elle y aura établi, ainsi que tous les avantages résultant pour elle du contrat.

Ainsi fait et signé de bonne foi, etc.



# TABLEAU SYNOPTIQUE

DU

## PRODUIT APPROXIMATIF DE LA FRUITIÈRE

POUR

### UNE FAMILLE DE COLONS.

ANNÉE	NOMBRE de Vaches	Augmentation des FEMELLES		Augmentation des MALES			Pots de lait du troupeau par jour	Pots de lait du troupeau par an, calculés à 240 jours	Produit de l'année, calculé à 40 centimes le pot
		1 an	2 ans	1 an	2 ans	3 ans			
1	10	10	—	—	—	—	10	2,400	Francs. 960
2	10	4	10	4	—	—	15	3,600	1440
3	20	8	4	8	4	—	40	9,600	3840
4	24	10	8	10	8	4	60	14,400	5760
Partage	4	10	8	10	8	4	44 pièces de bétail à 30 fr.		1320
5	20	8	—	8	—	—	60	14,400	5760
6	20	8	8	8	8	—	60	14,400	5760
7	28	11	8	11	8	8	84	20,160	8064
Partage	8	11	8	11	8	8	54 pièces de bétail à 50 fr.		2700
8	20	8	—	8	—	—	60	14,400	5760
9	20	8	8	8	8	—	60	14,400	5760
10	28	11	8	11	8	8	84	20,160	8064
Partage	28	11	8	11	8	8	74 pièces de bétail à 70 fr.		5180
TOTAL..... Fr. 60,368									

Soit : Le produit provenant de l'augmen-  
tation du bétail..... Fr. 9,180 }  
Celui provenant de la fruitière..... » 51,188 } Fr. 60,368  
Valeur à partager entre la famille de colons et la Société de l'Union  
agricole.

# CONSTITUTION

DE LA

## CONFÉDÉRATION ARGENTINE.



Nous, représentants du peuple de la Confédération Argentine, réunis en congrès général constituant, par la volonté et l'élection des provinces qui la composent, en exécution des pactes existants, dans le but de constituer l'union nationale, affermir la justice, consolider la paix intérieure, pourvoir à la défense commune, concourir au bien-être général et assurer les bienfaits de la liberté pour nous, pour notre postérité, et pour tous les hommes du monde qui voudraient habiter le sol argentin ; invoquant la protection de Dieu, source de toute raison et justice : ordonnons, décrétons et établissons cette constitution pour la Confédération Argentine.

### PREMIÈRE PARTIE. — CHAPITRE PREMIER.

#### **Déclarations, droits et garanties.**

ART. 1<sup>er</sup>. La nation argentine adopte pour son gouvernement la forme représentative républicaine fédérale, ainsi que l'établit la présente constitution.

ART. 2. Le gouvernement fédéral maintient le culte catholique, apostolique et romain.

ART. 3. Les autorités qui exercent le gouvernement fédéral, résident dans la ville de Buenos-Ayres, qui est déclarée capitale de la Confédération par une loi spéciale.

ART. 4. Le gouvernement fédéral pourvoit aux dépenses de la nation avec les fonds du trésor national, formés du produit des droits d'importation et d'exportation des douanes, de la vente ou location des terres de propriété nationale, de la recette des postes, des autres contributions que justement et proportionnellement le congrès général impose à la population, et des emprunts et opérations de crédit que décrète le même congrès, pour les besoins de la nation ou pour entreprises d'utilité nationale.

ART. 5. Chacune des provinces confédérées se donnera une constitution sous le système représentatif républicain, d'accord avec les principes, déclarations et garanties de la constitution nationale, et qui assure son administration de la justice, son régime municipal et l'éducation primaire gratuite. Les constitutions provinciales seront révisées par le congrès avant leur promulgation. Sous ces conditions le gouvernement fédéral garantit à chaque province la jouissance et l'exercice de ses institutions.

ART. 6. Le gouvernement fédéral intervient, avec ou sans réquisition des assemblées législatives et des gouverneurs provinciaux, dans le territoire des provinces, dans le but unique de rétablir l'ordre public, troublé par la sédition, ou de veiller à la sûreté nationale, menacée par une attaque ou un danger extérieur.

ART. 7. Les actes publics et procédés judiciaires d'une province jouissent de foi entière dans les autres, et le congrès peut, par des lois générales, déterminer quelle sera la forme de ces actes et procédés, et les effets légaux qu'ils produiront.

ART. 8. Les citoyens de chacune des provinces jouissent de tous les droits, privilèges et immunités attachés au titre de citoyen dans les autres. L'extradition des criminels est une obligation réciproque entre toutes les provinces confédérées.

ART. 9. Dans tout le territoire de la Confédération, il n'y aura

d'autres douanes que les douanes nationales, qui seront régies par des tarifs sanctionnés par le congrès.

ART. 10. Dans l'intérieur de la République, la circulation des effets de production ou de fabrication nationale est libre de tout droit, comme l'est également celle des étoffes et marchandises de toute espèce introduites par les douanes extérieures.

ART. 11. Les articles de production ou fabrication nationale ou étrangère, de même que les bestiaux de toute espèce qui passent par le territoire d'une province à une autre, seront libres des droits appelés de transit, comme aussi les équipages ou chariots, navires qui servent à leur transport; et aucun autre droit ne pourra leur être imposé dans l'avenir pour le fait de traverser leur territoire, quel que soit le nom qu'on lui donne.

ART. 12. Les navires en destination d'une province à une autre ne seront pas obligés d'entrer, de mouiller et de payer des droits pour leur passage.

ART. 13. On pourra admettre de nouvelles provinces dans la Confédération; mais il ne pourra s'ériger une nouvelle province dans le territoire d'une seule, ou plusieurs se réunir en une seule, sans le consentement des assemblées législatives des provinces intéressées et du congrès.

ART. 14. Tous les habitants de la Confédération jouissent des droits suivants, conformément aux lois qui déterminent leur exercice, à savoir : de travailler et d'exercer toute industrie licite, de naviguer, commercer, et adresser des pétitions aux autorités ; d'entrer, rester, passer et sortir du territoire argentin ; de publier, par la voie de la presse, ses idées sans censure préalable ; d'user et disposer de sa propriété ; de s'associer dans un but utile ; de professer librement son culte, d'enseigner et d'apprendre.

ART. 15. Il n'y a pas d'esclaves dans la Confédération Argentine : le petit nombre qui existent sont libres du jour du serment prêté à cette constitution, et une loi spéciale déterminera les indemnités auxquelles donnera lieu cette déclaration. Tout contrat de vente ou

d'achat de personnes est un crime duquel sont responsables les personnes qui le réalisent et le fonctionnaire public qui y intervient.

ART. 16. La Confédération Argentine n'admet aucune prérogative de sang ou de naissance : il n'y a pas de privilèges de personnes ni de titres de noblesse. Tous ses habitants sont égaux devant la loi, et admis aux emplois sans autre considération que la capacité. L'égalité est la base de l'impôt et des charges publiques.

ART. 17. La propriété est inviolable et aucun habitant de la Confédération ne peut en être privé, sinon en vertu de jugements fondés sur la Loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être déterminée par une loi et indemnisée au préalable. Le congrès seul impose les contributions que détermine l'art. 4. Aucun service personnel n'est exigible, sinon en vertu d'une loi ou d'un jugement fondé sur la loi. Tout auteur ou inventeur est propriétaire exclusif de son œuvre, invention ou découverte, pour le temps concédé par la loi. La confiscation des biens est abolie pour toujours dans le code pénal argentin. Aucun corps armé ne peut faire de réquisition, ni exiger de secours d'aucune espèce.

ART. 18. Aucun habitant de la Confédération ne peut être puni sans jugement préalable, fondé sur une loi antérieure au fait du procès, ni jugé par des commissions spéciales, ou privé des juges désignés par la loi, avant le fait de la cause. Personne ne peut être obligé à déclarer contre soi-même, ni être arrêté, sinon en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente. La défense de la personne et des droits est inviolable, de même que la correspondance épistolaire et les papiers privés; une loi déterminera dans quels cas et comment l'on pourra procéder pour les saisir. Sont abolies pour toujours la peine de mort en matière politique, toute espèce de torture, la flagellation et les exécutions au moyen de la lance et du couteau. Les prisons de la Confédération seront saines et propres, établies pour la garde et non pour le châtimement des coupables qui y sont détenus; et le juge qui autoriserait toute mesure qui, sous prétexte de précaution, servirait à gêner les prisonniers au-delà de ce qui est nécessaire à leur garde, en sera responsable.



ART. 19. Les actions privées des hommes qui n'offensent ni l'ordre, ni la morale publique, ou ne font point tort à autrui, sont seulement justiciables de Dieu, et en dehors de l'autorité des magistrats. Aucun habitant de la Confédération ne sera obligé de faire ce que n'ordonne pas la loi, ou privé de ce qu'elle ne prohibe pas.

ART. 20. Les étrangers jouissent, dans le territoire de la Confédération, de tous les droits civils des citoyens ; ils peuvent exercer leur industrie, commerce et profession ; posséder des biens fonciers, les acheter, les vendre ; naviguer sur les fleuves et côtes ; exercer librement leur culte ; tester et se marier suivant les lois. Ils ne sont pas obligés d'admettre la naturalisation, ni de payer des contributions extraordinaires. Ils obtiennent la naturalisation par deux années de résidence non interrompue dans la Confédération, mais l'autorité peut diminuer ce temps en faveur de celui qui le demande pour services rendus à la République.

ART. 21. Tout citoyen argentin est obligé de s'armer pour la défense de la patrie et de cette constitution, conformément aux lois qu'à cet effet dictera le congrès et aux décrets du pouvoir exécutif national. Les citoyens naturalisés sont libres de prendre ou non du service pendant le terme de dix ans, comptés du jour où ils obtiennent la naturalisation.

ART. 22. Le peuple ne peut délibérer ni gouverner que par l'entremise de ses représentants et des autorités créées par cette constitution. Toute force armée ou réunion de personnes qui s'arrogent les droits du peuple et pétitionne en son nom, commet un délit de sédition.

ART. 23. En cas de commotion intérieure ou d'attaque extérieure qui mette en danger l'exercice de cette constitution et des autorités créées par elle, on déclarera en état de siège la province ou le territoire où existe la perturbation de l'ordre, suspendant dans ces lieux les garanties constitutionnelles. Mais, pendant cette suspension, le président de la République ne pourra condamner par lui-même, ni appliquer aucune peine. Son pouvoir se limitera dans ce cas, quant aux personnes, à les arrêter ou les transporter sur un autre point

de la Confédération, si elles ne préféraient sortir du territoire argentin.

ART. 24. Le congrès prendra l'initiative de la réforme de la législation actuelle dans toutes ses branches et de l'établissement du jugement par des jurés.

ART. 25. *Le gouvernement fédéral encouragera l'émigration européenne, et ne pourra restreindre, limiter ou charger d'aucun impôt l'entrée dans le territoire argentin des étrangers qui ont pour but de travailler la terre, d'améliorer les industries et d'introduire et enseigner les sciences et les arts.*

ART. 26. *La navigation des fleuves intérieurs de la Confédération est libre pour tous les pavillons, avec la seule soumission aux règlements dictés par l'autorité nationale.*

ART. 27. *Le gouvernement fédéral est obligé d'assurer ses relations de paix et de commerce avec les puissances étrangères, au moyen de traités qui soient en conformité avec les principes de droit public établis par cette constitution.*

ART. 28. Les principes, garanties et droits reconnus dans les articles antérieurs, ne pourront être altérés par les lois qui déterminent leur exercice.

ART. 29. Le congrès ne peut donner au pouvoir exécutif national, pas plus que les Chambres législatives provinciales aux gouverneurs de province, soit des *facultés extraordinaires*, soit la *somme du pouvoir public*, soit leur accorder *soumission* ou *suprématie*, par lesquelles la vie, l'honneur ou la fortune des Argentins puissent être à la merci du gouvernement ou d'autres personnes. Des faits de cette nature entraîneraient avec eux une nullité absolue, et soumettent ceux qui les proposent, consentent ou signent, à la responsabilité et aux peines réservées aux infâmes, traîtres à la patrie.

ART. 30. La constitution peut être réformée entièrement, ou dans quelqu'une de ses parties, après dix ans à dater du jour où la constitution sera jurée par le peuple. La nécessité de réformes doit être

déclarée dans le congrès par le vote des deux tiers de ses membres au moins ; mais elle n'aura lieu que par une convention convoquée à cet effet.

ART. 31. *Cette constitution, les lois de la Confédération que, en vertu d'icelle, dictera le congrès, et les traités avec les puissances étrangères, sont les lois suprêmes de la nation ; et les autorités de chaque province sont obligées de s'y conformer, malgré les dispositions contraires que contiendraient les lois ou constitutions provinciales.*



# ÉNUMÉRATION

DES

## MEUBLES ET INSTRUMENTS ARATOIRES ET AUTRES

NÉCESSAIRES

A CHAQUE FAMILLE.



1. Un char.
2. Une charrue n° 3, de Grignon (Ecole impériale, près Paris).
3.       "       n° 2,       "       "       "       "
4. 60 pieds courants chaînes de diverses dimensions.
5. 50 livres cordes de diverses dimensions.
6. Six pelles rondes.
7. Deux pelles carrées.
8. Deux pioches.
9. Deux marteaux.
10. Une tenaille.
11. Deux haches à main.
12. Une meule tournante.
13. Deux scies à deux mains, tyroliennes.
14. Une scie à une main.
15. Six limes.
16. Une râpe.
17. Quatre perçoirs de différents calibres.
18. Deux ciseaux de charpentier.
19. Quatre faux et deux faucilles avec leurs accessoires.

- 20. Deux bèches (appelée vulgairement sape).
- 21. Un couteau à deux mains.
- 22. Deux douzaines de sacs de forte toile.
- 23. Un étau.
- 24. Les principaux outils de sellerie.
- 25. Un bon fusil de chasse à deux coups.
- 26. Une bonne carabine pour le gros gibier.

Martigny, le 1<sup>er</sup> Janvier 1861.

**Maurice ROBATEL fils et Comp.**

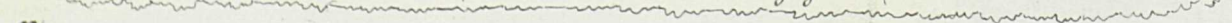







20 Cuadras  $\square = 33$  Hectares  $\frac{3}{4}$ .

33 Hectares 75 Ares = 92,75 nouveaux  
arpens suisses, ainsi 20 Cuadras □ ou  
33,  $\frac{3}{4}$  Hectares = 37,500 Perches suisses.



 { Paturage de 1300 hectares pour les vaches laitières de la  
Société Robatel et de ses colons.

*La partie Nord de la Colonie San-Carlos.*

a. b. c. d. — *Bâtimens de l'Administration, Fruitière, Forge, Charonnage.*